

Les sénateurs communistes en soutien à l'hôpital public de Morlaix le 14 juin

Christine Prunaud (Côtes d'Armor) et Dominique WATRIN (Pas-de-Calais), sénateurs communistes, étaient à l'hôpital de Morlaix le jeudi 14 juin dans le cadre du Tour de France des Hôpitaux entrepris par les Parlementaires communistes (députés et sénateurs) depuis le début de l'année 2018



Christine Prunaud, sénatrice communiste des Côtes d'Armor

Voici le programme de leur matinée à Morlaix :

Centre Hospitalier du Pays de Morlaix

– 9h : entretien des Parlementaires Christine Prunaud, Dominique Watrin, de Lisa Thomas, attachée parlementaire, et Ismaël Dupont, conseiller municipal et communautaire, avec la directrice madame Benard

– 10h : visite par la délégation du bâtiment médecine avec Mme le Dr Lemoine, présidente de la commission médicale d'établissement, et de la psychiatrie avec Mme le Dr Le Lann,

chef de pôle Psychiatrie-addictologie.

- 11h 30: rencontre avec les représentants des 3 organisations syndicales (CFDT, CGT, Sud)
- 12h40 : point presse devant l'hôpital avec Comité de défense de l'hôpital et les syndicalistes qui le désirent
- 13 h – 13 h 45: repas avec le Comité de Défense de l'Hôpital et syndicats au local PCF, 2 petite rue de Callac

Un repas fut organisé le midi avec les militants et sympathisants du PCF, les syndicalistes de l'hôpital, des membres du comité de défense de l'hôpital, au local de la section PCF de Morlaix, 2, petite rue de Callac.

Leur présence à Morlaix le jeudi 14 juin vise à comprendre la situation des personnels hospitaliers, des usagers, leur détresse, et proposer le projet du Parti Communiste pour la santé et l'hôpital public en même temps qu'illustrer l'action déjà entreprise des parlementaires communistes, les seuls à gauche sur une ligne de résistance aux politiques libérales à avoir un groupe à l'Assemblée et au Sénat, contre la casse de l'hôpital public.



La section PCF du Pays de Morlaix travaille de longue date sur

les questions de santé, de perte d'autonomie, et sur l'information et la mobilisation des usagers de l'hôpital public, par des réunions publiques, des distributions de tract tous les deux mois environ à l'hôpital (journal de la commission santé du PCF).

Des moyens financiers pour les EHPAD publics !

Le 30 janvier, et constamment, soyons mobilisés pour une autre politique d'accompagnement du vieillissement et des EHPAD, car la situation est de plus en plus dramatique, touchant bien souvent la maltraitance institutionnelle en dépit du professionnalisme et du dévouement des personnels.

Manifestation à Quimper le mardi 30 janvier 2018.



Déclaration de la Fédération du Parti Communiste Français du Finistère, jeudi 24 janvier 2018 : Assez de souffrance dans les EHPAD

Déclaration de la fédération du Finistère du Parti Communiste Français

ASSEZ DE SOUFFRANCES DANS LES EHPAD !

Depuis plusieurs mois les salarié-es des EHPAD ont brisé la chape de silence pesant sur les souffrances intolérables qui y sont vécues. L'insuffisance des effectifs et des financements conduit pour les personnels comme pour les résidents à une situation dramatique qui porte atteinte à la dignité humaine,

jusqu'à la maltraitance, et est indigne d'un pays civilisé.

Les personnes âgées, qu'elles soient à domicile ou en maison de retraite, les salarié-es qui travaillent dans ces filières, les aidants familiaux payent un lourd tribut aux politiques menées ces dernières années et dominées par la soumission à la finance.

Avec Macron, les divers cadeaux fiscaux et exonérations de cotisations sociales au profit des plus riches et des grandes entreprises explosent, pillant le budget de l'État, l'évasion fiscale à elle seule l'ampute de 80 milliards d'euros par an.

La France devient un paradis pour les actionnaires.

L'argent public va à la rente du capital et manque pour répondre aux besoins humains et sociaux les plus essentiels, parmi lesquels l'accompagnement du vieillissement et la prise en charge de la perte d'autonomie.



Vieillir dans une société où l'argent prime sur l'humain s'accompagne d'angoisse et de difficultés : prélèvements sur les retraites, notamment la hausse de la CSG, insuffisance et coût des services d'aide à domicile, manque de places dans les maisons de retraite, reste à charge très important pour les résidents et leurs familles, accès aux soins plus difficile, services publics qui désertent les territoires ruraux et les quartiers populaires...

Et pour celles et ceux qui ne peuvent poursuivre leur vie à domicile, c'est trop souvent une maltraitance

institutionnelle, des soins dégradés, des contacts humains réduits à leur plus simple expression car les personnels en nombre insuffisant sont débordés, épuisés, traumatisés de ne pouvoir accorder à chacun-e des résident-es un peu de temps, d'attention.

Selon la ministre de la Santé, il n'y a pas de problème d'effectifs ou de budget dans les EHPAD, c'est juste une question de « management », car pour elle ce sont des entreprises, pas des lieux de vie.

La réalité, selon la mission parlementaire qui a enquêté, c'est un sous-effectif généralisé, des conditions de travail particulièrement difficiles, l'absence d'infirmier-ère de nuit, une tarification qui accentue les inégalités territoriales...

Dans le Finistère, département vieillissant, 124 EHPAD publics ou privés offrent 11 300 places, soit 115 places pour 1 000 habitants de plus de 75 ans. Ce nombre stagne, quant aux places en foyers-logements, elles diminuent. C'est insuffisant pour répondre aux demandes..

Encore plus insuffisants les effectifs des personnels : le ratio devrait être d'un professionnel par résident, il est moitié moindre.

Le taux d'équipement en soins infirmiers et aide à domicile est inférieur à la moyenne bretonne.

En 2017 on comptait dans le budget départemental plus de 100 millions d'euros versés pour l'APA (allocation personnalisée d'autonomie) mais seulement 38 millions compensés par l'État !

Derrière ces chiffres il y a des réalités humaines insupportables.

Et ils sont encore plus alarmants au regard de l'évolution démographique : la proportion des plus de 75 ans dans le

Finistère devrait passer de 10,9 % à plus de 18 % en 2050.

Parce que l'humain est au cœur de leur projet, les communistes mettent en débat d'autres choix : création d'emplois qualifiés sur la base d'un salarié par personne âgée, mise en place d'un grand service public de santé de proximité, d'un pôle public départemental de l'autonomie ; formation de soignants ; suppression du numerus clausus en médecine ; suppression des restes à charge pour les familles ; financement de l'hôpital public à hauteur des besoins.

Ils proposent un financement solidaire à 100 % par la Sécurité Sociale, une cotisation supplémentaire sur les revenus financiers, le rétablissement de l'impôt sur la fortune, la suppression de la CSG, l'obligation pour l'État de compenser les dépenses des départements pour l'APA et la PCH (prestation de compensation du handicap).

La fédération du Finistère du PCF s'inscrit dans ce combat pour une société solidaire et apporte tout son soutien à la journée de mobilisation organisée par la CGT, la CFDT, FO, l'UNSA, la CFTC. Elle appelle à participer en grand nombre à **la manifestation départementale qui aura lieu le mardi 30 janvier à 15h place de la Résistance à Quimper. Nous sommes toutes et tous concerné-es !**

Ismaël Dupont **secrétaire départemental du PCF.**

Yvonne Rainero **membre de sa commission nationale santé-protection sociale.**

Défendons la Sécu et la Santé pour tou.te.s le 7 mars à Brest

Au cœur du débat politique et des mobilisations sociales : la Santé et la Sécurité sociale.

Face à la gravité de la situation dans le secteur de la santé, la fédération du Finistère du Parti communiste appelle à donner le plus grand retentissement à la journée nationale d'action intersyndicale du mardi 7 mars et au rassemblement qui aura lieu ce jour à 11h à Brest, place de la Liberté.

Le mardi 5 mars, c'est une manifestation des personnels des EHPAD à l'appel d'une intersyndicale CGT- FO – SUD à laquelle le PCF appelle la population à participer à Brest.



De loi Bachelot en loi Touraine, avec la création des Groupements Hospitaliers de Territoire, notre système de santé, qui visait à l'excellence, s'est profondément dégradé. Les politiques d'austérité ont fait reculer dangereusement l'accès aux soins, particulièrement pour les plus modestes, des territoires ruraux ou des quartiers urbains se transforment en déserts médicaux, l'hôpital public est en crise, le détricotage de la Sécurité sociale universelle et solidaire construite au sortir de la Résistance a ouvert une autoroute aux complémentaires privées lucratives.

Dans notre département, pas une semaine sans qu'une alerte soit lancée, un scandale dénoncé. Fermetures de lits et de services, notamment en psychiatrie à Morlaix et Quimperlé, d'autres à venir, comme celle de la blanchisserie de l'hôpital de Landerneau ; partout des urgences au bord de l'explosion, avec des malades sur des brancards et des personnels à la limite de l'épuisement ; hôpitaux de proximité menacés de nouveaux reculs ; EHPAD où le dramatique manque de personnel aboutit à une véritable maltraitance tant des salarié-e-s que des pensionnaires ; établissements de soins de suite et de réadaptation dont l'existence même est mise en cause par la prochaine application de la tarification à l'activité, comme à Brest et Roscoff ; partenariats public-privé comme celui de la filière gériatrique Ouest-Cornouaille, l'argent public allant ainsi grossir les dividendes versés par le groupe privé Orpea-Clinea à ses actionnaires dont le principal est un fonds de pension canadien !

Partout souffrance extrême des personnels et usagers.

Notre santé est en danger.

Toutes et tous ensemble, mobilisons-nous le 7 mars pour la défendre !

Et au-delà, mettons en échec les projets néo-libéraux de Marine Le Pen, François Fillon et Emmanuel Macron qui se traduiraient par encore moins d'accès aux soins, plus d'inégalités sociales et territoriales, moins de solidarité et d'universalité, et plus de profits pour les grands groupes financiers.

À l'opposé, les communistes mettent en débat le 100 % Sécu, c'est-à-dire le remboursement à 100 % par la Sécu de tous les soins prescrits, couplé avec une toute autre conception de la santé et de la protection sociale, qui aurait la réponse aux besoins comme finalité, l'égalité, la solidarité, l'universalité comme visée, la démocratie comme outil, le

service public comme pierre angulaire, le financement étant assuré par la cotisation sociale modulée selon les entreprises et étendue aux revenus financiers.

Dans un pays où 60 à 100 milliards d'euros par an s'évadent vers les paradis fiscaux au détriment des caisses de l'État, où les profits des entreprises du CAC 40 battent tous les records par rapport à nos voisins européens, l'argent existe pour mettre en œuvre cette politique.

Les communistes vous invitent à porter avec eux ces exigences, pour la santé, pour l'humain d'abord !

Déclaration de la fédération du PCF finistérien le 4 mars 2017.

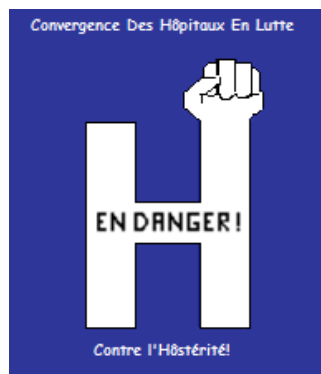
Bloavez mad d 'an holl !

Bloavez mad d 'an holl !

Meilleurs vœux à toutes et à tous ! et surtout la santé !

En effet le projet de François Fillon suscite une levée de boucliers chez les citoyens de gauche comme de droite, quasiment unanimes à s'y opposer. S'ils sont demandeurs d'une réforme du système, celle-ci doit servir selon eux à le rendre plus efficace et plus juste, et non à détricoter le remboursement des soins.

Heureusement « L'idée que la santé est un bien commun, pas une marchandise, reste ancrée dans l'ADN social. »



Pétition. Pour la Sécurité Sociale

Les soussignés tiennent à manifester leur attachement à la Sécurité sociale, moyen le plus juste et le plus efficace pour un système de santé solidaire, seul à même de garantir l'égalité de toutes et de tous face à la maladie. Pour maintenir la solidarité entre les bien portants et les malades, entre les plus jeunes et les plus vieux, entre les personnes ayant des niveaux de revenus différents, la Sécurité sociale doit continuer à rembourser non seulement les affections graves et les maladies de longue durée mais aussi les soins courants, préventifs et curatifs, dès lors qu'ils sont justifiés et que les traitements prescrits ont une efficacité démontrée.

Les économies doivent être faites sur les traitements inefficaces, les prescriptions injustifiées et les hospitalisations évitables (soit plus de 20% des dépenses), sur le prix parfois exorbitant et non justifiable des médicaments et dispositifs médicaux nouveaux, sur le coût de la gestion du système de santé (les frais de gestion des mutuelles et compagnies d'assurances représentent 20% de leur chiffre d'affaires contre 6% pour la Sécurité sociale). La prévention doit être développée.

Nous demandons au futur président de la République de garantir pour le prochain quinquennat le niveau actuel de remboursement des soins par la Sécurité sociale . [Signer la pétition](https://www.change.org/p/pour-la-securite-sociale)

<https://www.change.org/p/pour-la-securite-sociale>

Pour l'hôpital public, pour le droit à la santé, manifestons le 8 novembre !

Pour l'hôpital public, pour le droit à la santé, manifestons le 8 novembre !

Mardi 8 novembre, dans le Finistère comme partout en France, sera une journée de lutte des professionnels de la santé et de l'action sociale pour exiger une autre politique de santé qui réponde aux besoins des usagers comme des personnels.

La fédération du Finistère du PCF leur apporte son total soutien et appelle la population à se joindre aux manifestations et rassemblements.



L'hôpital public est malade des politiques d'austérité : suppression de postes et de lits, fermetures de services dans les hôpitaux de proximité, engorgement ailleurs et délais d'attente insupportables pour les malades, conditions de travail insoutenables pour les salariés au bord de l'épuisement.

Dans le Finistère aussi la santé publique se porte mal : suppression de lits à Brest au nom du déficit budgétaire ; fermeture de service en psychiatrie à Morlaix ; engorgement de

services, notamment des urgences, à Brest, Quimper, tandis que les hôpitaux de proximité sont en grand danger: Concarneau où l'on s'inquiète d'un possible départ des urgences déjà réduites à la journée, Douarnenez où la chirurgie ambulatoire est menacée, alors que la chirurgie classique a disparu et que le manque d'anesthésistes se fait sentir, Quimperlé absorbé par l'hôpital de Lorient avec tous les risques pour l'emploi et les services.

Il devient difficile d'accéder à un généraliste, dans les communes rurales comme dans les quartiers populaires des villes. Le manque de spécialistes se fait aussi cruellement sentir, notamment en ophtalmologie, en anesthésie, en ORL, en cardiologie, alors que les besoins grandissent avec le vieillissement de la population.

Dans les EHPAD du département la situation faite aux personnes âgées comme aux personnels est indigne et source de souffrances.

Selon un récent sondage 83 % des Français estiment que l'hôpital public est en danger, 84 % considèrent que les moyens qui lui sont alloués sont insuffisants, 77 % pensent que les choix politiques des gouvernements depuis 10 ans n'ont pas été dans la bonne direction.

Ce constat accablant est d'une cruelle vérité, il est le reflet du vécu.



Après la loi Bachelot de la présidence de Nicolas Sarkozy, la loi Touraine du quinquennat de François Hollande a poursuivi et aggravé le désastre sanitaire, le renoncement aux soins a progressé, les déserts médicaux se sont étendus, le secteur de la santé a été largement ouvert à la concurrence et à la marchandisation, aux assurances privées.

Et la mise en place autoritaire des Groupements Hospitaliers de Territoire, avec les concentrations forcées et de nouvelles « rationalisations », va accélérer les suppressions d'emplois, de lits, de services, éloigner toujours plus le système de soins des usagers, dégrader encore la qualité des soins.

Les logiques d'austérité décidées par le gouvernement et imposées au forceps par les ARS dans le domaine de la santé préparent une saignée de 20 000 emplois dans les hôpitaux d'ici 2018.

Alors qu'il faudrait au contraire créer des postes, former des personnels, pour répondre aux besoins de la population, pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales qui entravent l'accès aux soins, pour accompagner dignement le vieillissement et la perte d'autonomie, le handicap.

L'argent existe pour mettre en œuvre cette politique en rupture avec les choix actuels.

Mais il ne va pas aux investissements utiles, il va grossir les dividendes des actionnaires à travers tous les dispositifs mis en place par les gouvernements successifs : exonérations de cotisations pour les entreprises, CICE, etc...

Sans compter l'évasion fiscale massive qui coûte tous les ans entre 60 et 100 milliards d'euros au budget de la France.

Citoyens, usagers, professionnels de la santé, faisons entendre mardi notre exigence d'une politique qui ne sacrifie pas la qualité des soins et la démocratie à la rentabilité des capitaux, une politique qui garantisse à chacun-e à tout

moment de sa vie le droit à la santé, avec une prise en charge à 100 % par la Sécurité Sociale, et une protection sociale de haut niveau.

Toutes et tous ensemble !

Mobilisation principale à partir de 10h30 au centre hospitalier intercommunal de Cornouaille (CHIC) avec une opération escargot depuis Châteaulin à partir de 9h30.

Des mobilisations auront lieu aussi à Brest (rdv à 14h30 dans le hall du site de Cavale Blanche du CHRU) et à Morlaix.



Déclaration de la fédération du Finistère du PCF.

Quimper et Brest le 4 novembre 2016.